

Indépendance An LV

Discours à la Nation de Son Excellence Ali Bongo Ondimba, Président de la République, Chef de l'Etat

Suite de la page 4

Mes chers compatriotes,

Au-delà des bons chiffres que j'évoquais tantôt, ce qui me motive le plus à persévérer dans nos efforts de réformes, ce sont ces sourires, ces témoignages de compatriotes que je rencontre sur le terrain, et qui me disent : « Monsieur le Président, continuez. Monsieur le Président, ne vous découragez pas, Monsieur le Président, nous comptons sur vous ».

A ceux-là, je dis : je resterai vigilant. Je ne laisserai personne décevoir vos attentes.

Gabonaises, Gabonais,

La volonté d'améliorer durablement le pouvoir d'achat des fonctionnaires, m'a conduit à décider de l'adoption d'un nouveau système de rémunération, en vue de la revalorisation des salaires des agents de l'Etat. C'est désormais chose faite. En effet, depuis le 25 juillet dernier, notre pays s'est doté d'un système plus juste et plus équitable, qui permet désormais l'amélioration du quotidien des agents et de leurs familles. L'agent de l'Etat est également assuré de percevoir une retraite qui ne souffrira plus de l'illusion qu'offrait une rémunération faussement avantageuse, basée pour l'essentiel sur des primes et accessoires de solde jamais pris en compte dans le calcul de la pension de retraite. Dans cet esprit, le nouveau système de rémunération doit aussi nous aider à mieux faire valoir la solidarité entre les générations, et par conséquent à accompagner dignement ceux qui ont fini de servir l'Etat. J'ai donc instruit le Gouvernement de mettre à niveau le système des pensions de tous les agents de l'Etat, pour que dorénavant, dans notre pays, la retraite ne soit plus une source d'angoisse pour le travailleur et pour sa famille, ni une cause d'exclusion sociale, encore moins synonyme d'une fin de vie. En procédant à l'augmentation des salaires dans un contexte économique difficile, l'Etat a consenti d'énormes sacrifices. Il importe qu'en retour, les populations ressentent l'amélioration attendue de la qualité du service public, et tout particulièrement, dans les domaines prioritaires que sont la santé et l'éducation. De même, la négociation de nouvelles conventions collectives, et l'adoption prochaine du nouveau code du travail, devraient nous aider à améliorer la situation des entreprises et des travailleurs du secteur privé. C'est une question de justice et de cohésion sociale.

Mes chers compatriotes,

Il y a quelques jours, je recevais la lettre de remerciement d'une

maman dont l'enfant, atteint d'insuffisance rénale depuis des années, a pu être sauvé grâce à une prise en charge médicale garantie par la CNAMGS. Notre système de protection sociale est en marche.

C'est pourquoi, je vous exhorte de nouveau à le protéger jalousement, à éviter les abus et les fraudes qui pourraient mettre en péril sa viabilité et sa pérennité, comme cela s'est vu dans d'autres pays.

En ce qui concerne les activités génératrices de revenus, nous devons accentuer, avec force et détermination, la solidarité envers les plus fragiles, afin d'offrir à chacun, selon ses capacités, la possibilité de se réaliser.

C'est le sens des différentes mesures adoptées lors des assises sociales d'Agondjé, s'agissant principalement des aides directes et du financement des micro-projets.

Cependant je note, avec regret, que certains de nos compatriotes en charge de ces dossiers, n'ont pas encore pris la pleine mesure de ce que la communauté nationale attend d'eux. Par leur comportement désinvolte et égoïste, ils fragilisent le lien de confiance indispensable entre les populations et l'Etat. Nous ne devons ni l'accepter, ni le tolérer.

Tout comme, nous ne devons pas accepter la compromission de certaines élites politiques et administratives, qui nous empêchent de tisser notre destin commun et freinent notre marche vers le développement.

Mes chers compatriotes,

Nous devons constamment travailler à consolider la Paix, la cohésion et l'unité nationale. Or, l'unité de la Nation ne saurait se réaliser pleinement, s'il demeure encore au sein de notre société des discriminations de droit ou de fait liées au genre, à l'âge ou au handicap.

A ce sujet, j'ai l'intime conviction que la décennie de la femme, que j'ai décrétée, pour compter de cette année, nous aidera à rattraper les retards accumulés, pour arrimer notre pays aux meilleurs standards internationaux, conformément aux traités et conventions que nous avons signés.

D'une manière générale, un travail en profondeur doit être mené pour abolir toutes les discriminations, favoriser la prise en charge du handicap, mieux protéger la femme, l'enfant et les personnes âgées, afin d'offrir à chacun l'opportunité de participer pleinement à la construction de la Nation.

Aucun Gabonais, quelle que soit sa condition, ne doit rester sur le bord de la route.

Ceux qui me connaissent bien savent que je n'ai jamais été indifférent à la souffrance d'autrui. Bien au contraire, je me suis toujours attaché à apporter du secours et du réconfort à ceux qui sont dans la détresse et ce, soit à

titre personnel, soit au titre de mes responsabilités publiques.

Ministre de la Défense nationale, j'ai initié les manœuvres médico-militaires qui m'ont permis d'aller au contact des populations du Gabon profond, de mieux cerner leurs préoccupations et leurs attentes, tout en leur apportant des soins de santé.

Gabonaises, Gabonais, Mes chers compatriotes,

Le renforcement de l'Unité nationale et de la Cohésion sociale passe également par un dialogue constructif entre l'Etat, la société civile et les acteurs politiques. La démocratie que nous avons appelée de tous nos vœux nécessite la pluralité des idées et leur confrontation, tout en excluant avec fermeté l'injure, la haine et les désordres.

Aussi, afin de favoriser l'expression plurielle, nous avons mis en place les conditions devant permettre la participation au débat démocratique de tous les partis légalement reconnus, et avons réorganisé le Conseil National de la Démocratie, dont les activités ont effectivement démarré.

J'invite donc à nouveau, l'ensemble des partis politiques à y participer afin de consolider davantage notre démocratie dans un contexte que nous souhaitons apaisé.

Nous devons pour cela apprendre à dépasser nos différences et à régler nos contradictions dans le cadre des institutions que nous avons souverainement choisies.

Agir autrement conduirait à la remise en cause de notre souveraineté.

Mes chers compatriotes,

L'Indépendance, c'est aussi la défense et la sauvegarde de nos valeurs ancestrales positives.

Pour ce faire, j'ai souhaité que les Chefferies traditionnelles, dépositaires de nos us, coutumes et traditions soient reconnues et organisées par l'Etat, afin qu'elles contribuent encore mieux à l'harmonie et à la cohésion de la Nation.

A cet effet, j'instruis le Gouvernement de la République de prendre toutes les dispositions utiles, et dans les formes pertinentes, pour créer, dans les meilleurs délais, le Conseil National des Chefferies Traditionnelles du Gabon.

Gabonaises, Gabonais,

Les Nations qui veulent compter et se projeter font le choix d'investir dans leur capital humain, et principalement dans leur jeunesse.

La jeunesse est en effet la première et la plus durable des richesses. Elle doit par conséquent être bien éduquée et bien formée pour relever les défis majeurs que son époque lui impose.

C'est pourquoi, je voudrais à cet instant précis, m'appesantir sur la situation de la jeunesse gabo-

naise.

Mes Chers compatriotes,

Je vous ai toujours dit la vérité. Même lorsque les choses semblaient difficiles, je n'ai jamais hésité à le reconnaître et à le dire publiquement. Je l'ai fait s'agissant de la pauvreté, de son étendue, de sa localisation et de ses différents visages.

Je ne me suis pas seulement contenté de faire des constats, mais j'ai aussi préconisé des solutions, dont certaines sont déjà mises en œuvre.

Aujourd'hui, je vous le dis, notre jeunesse est en grande difficulté. Ayons le courage et la lucidité de le reconnaître afin que tous ensemble, nous trouvions les solutions adaptées.

Car, par-delà la question du chômage des jeunes, qui est une préoccupation mondiale, il nous faut apporter des réponses durables à leurs attentes, et notamment dans les domaines de l'éducation et de la formation.

Pour illustrer mon propos, je prendrai les résultats du baccalauréat de la session 2015 qui viennent d'être publiés. Sur près de vingt mille candidats, le taux de réussite au premier tour n'atteint guère les 20 %.

Plus grave encore, parmi les candidats admis, aucune mention « très bien » n'a été obtenue. En outre, le cumul des mentions « bien » et « assez bien » représente moins de 0,5%.

Il en est malheureusement ainsi depuis de trop longues années. Ce sont les mêmes proportions, que l'on observe aussi bien au Brevet d'études secondaires qu'au Certificat d'études primaires et élémentaires.

Dans ce contexte, comment comprendre, comment excuser, comment pardonner à certains compatriotes qui compromettent gravement l'avenir de nos enfants, parmi lesquels leurs propres enfants, à cause du paiement tardif d'une prime, alors même que les salaires sont régulièrement payés à échéance?

Cette situation catastrophique et au demeurant préoccupante pour notre pays, nous interpelle tous.

Cette jeunesse, que le Président Omar BONGO ONDIMBA disait sacrée risque d'être sacrifiée si nous n'agissons pas maintenant.

Mes chers compatriotes, Chères sœurs et chers Frères,

Je voudrais rappeler combien le partage et la reconnaissance étaient des valeurs cardinales pour le Président Omar BONGO ONDIMBA.

Comme fils, j'ai partagé mon père avec toutes les filles et tous les fils de ce pays, que je considère par conséquent comme mes sœurs et mes frères.

Devenu Président de la République, je m'emploie à mettre toute mon énergie pour trouver des solutions aux maux qui minent ceux d'entre nous qui sont dans la détresse, la maladie, ou

qui éprouvent des difficultés à se réaliser.

Mon unique préoccupation, je vous le réaffirme, demeure la recherche du bien-être des Gabonais.

Et comme je l'ai déjà dit, je ne serai heureux que lorsque les Gabonais le seront.

Aussi, face aux trop nombreuses difficultés, accentuées par une conjoncture économique difficile, j'ai décidé, avec le plein accord de mon épouse Sylvia BONGO ONDIMBA et de mes enfants, que ma, part d'héritage sera partagée avec toute la jeunesse gabonaise, car, à mes yeux, tous les jeunes de ce pays sont héritiers d'Omar BONGO ONDIMBA.

Cela veut dire concrètement, que tous les revenus tirés de la part d'héritage qui me revient, seront versés à une fondation pour la jeunesse et l'éducation, car tout le monde sait, et je le redis, que cette jeunesse était sacrée aux yeux du Président Omar BONGO ONDIMBA, cet illustre Bantou.

J'annonce également, au nom des enfants d'Omar BONGO ONDIMBA, que nous avons décidé de céder à l'Etat, à titre gracieux, la propriété située à côté du Camp de Gaulle, dans le 1er arrondissement de Libreville.

Elle sera destinée à créer une université au profit la jeunesse gabonaise.

De même, nous avons décidé de céder à l'Etat gabonais, pour le franc symbolique, deux propriétés en France ayant appartenu à Omar BONGO ONDIMBA.

Il s'agit de deux hôtels particuliers, situés rue de la Baume dans le 8ème arrondissement pour l'un, et rue Edmond Valentin dans le 7ème arrondissement de Paris, pour l'autre.

Ces biens immobiliers, qui feront désormais partie du patrimoine de l'Etat gabonais, seront affectés à un usage diplomatique et culturel.

Gabonaises, Gabonais, Mes chers compatriotes,

Ma conception de l'Unité, de la Fraternité et de la Concorde repose sur le partage, la reconnaissance et la solidarité.

Je considère en effet, que ceux qui ont eu la chance de bénéficier du soutien de leurs parents ou de l'Etat, doivent à leur tour faire preuve de générosité et de solidarité, surtout dans les moments difficiles.

En décidant de transformer la propriété du Président Omar BONGO ONDIMBA en Université, j'ai voulu offrir à la jeunesse gabonaise encore plus de chances pour réussir de bonnes études et se réaliser pleinement.

Je sais que mon Père, de là où il se trouve, nous regarde et nous entend.

Je sais aussi qu'il approuve cette décision et qu'il nous accorde toute sa bénédiction.

Vive la République.

Vive le Gabon et que Dieu bénisse notre pays.